

Janvier – Mars 2016

LE FIL

ENSEMBLE CONTRE L'INJUSTICE

2016

UNE ANNÉE POUR LA JUSTICE

Kit du militant

3 étapes pour changer
des vies cette année

Réfugiés

Une famille syrienne
s'installe en Norvège

Pollution

Un militant se dresse
contre Shell au Nigeria

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



LE FIL

est le magazine mondial d'Amnesty International. Publié chaque trimestre, il vise à informer et à donner à chacun les moyens et l'envie de faire de la lutte contre l'injustice une affaire personnelle.

CONTACTEZ-NOUS



www.amnesty.org/fr/join



thewire@amnesty.org



+44 (0)20 7413 5500

PRENEZ PART À LA CONVERSATION



www.facebook.com/AmnestyGlobal



[@AmnestyOnline](https://twitter.com/AmnestyOnline)



www.amnesty.org/fr/wire-magazine

ABONNEZ-VOUS



wire.subscribe@amnesty.org

Recevez LE FIL tous les trois mois en anglais, en arabe, en espagnol ou en français (16 £ / 25 \$US / 19 € par an).

Publié par Editorial Studio, Amnesty International, International Secretariat, Peter Benenson House, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni. Tous droits de reproduction réservés.
Index : NWS 21/3107/2016, ISSN : 1472-443X.

Imprimé par Warners Midlands PLC, Lincolnshire, Royaume-Uni. Imprimé sur du papier 100 % recyclé.



Photo de couverture : Manifestante en faveur de la démocratie lors d'un rassemblement devant le siège du gouvernement à Hong Kong, en septembre 2015. © REUTERS/Tyrone Siumpaign

DANS CE NUMÉRO DU FIL

ARTICLES

6 Trois étapes pour changer des vies en 2016

Faites de 2016 l'année de la justice grâce à notre kit du militant.

12 Dix manières dont vos dons nous aident à réagir aux crises

Comment nos chercheurs et chercheuses rassemblent des preuves en temps de conflit et de guerre.

14 Campagne *Écrire pour les droits*

Écrire des lettres, changer des vies, partout dans le monde.

16 Enfin en sécurité

Une famille de réfugiés syriens trouve refuge en Norvège.

20 Retrouver le sourire

Soutien aux victimes de mariage forcé et de viol au Burkina Faso.

22 Pour un avenir sans pollution

Un militant se dresse contre Shell dans le delta du Niger.

27 Cinq idées reçues sur la peine de mort

Tout savoir sur la peine de mort grâce à notre décryptage rapide.

RUBRIQUES

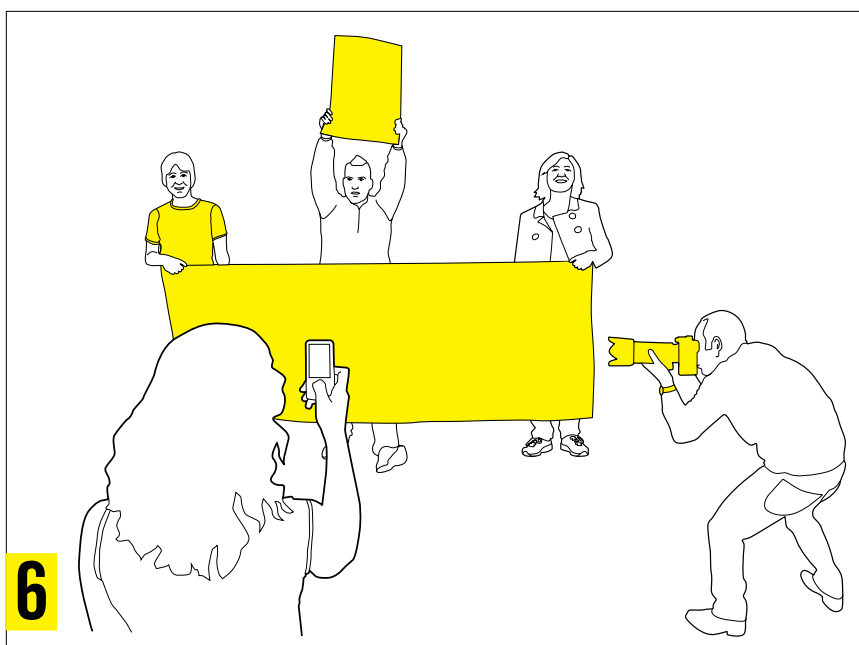
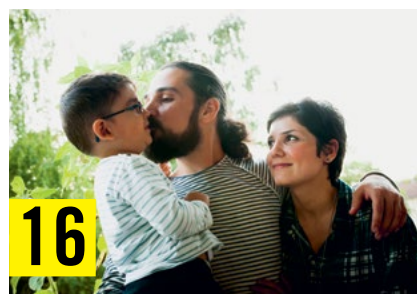
2 Amnesty dans le monde

4 En coulisses

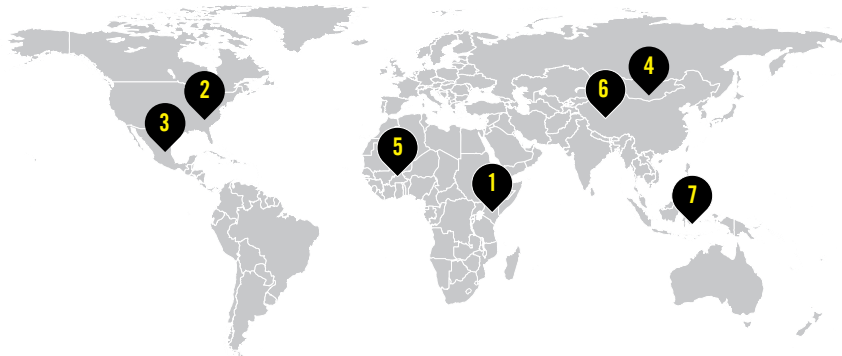
5 Calendrier et éditorial

26 Entretien-minute

28 Paroles d'expert



AMNESTY DANS LE MONDE



1 VICTOIRE AU KENYA



En octobre, nous avons reçu de bonnes nouvelles concernant des habitants menacés par un projet de prolongation d'une route dans le comté de Mombasa, au Kenya. L'agence chargée du projet a admis qu'elle avait eu tort d'expulser de force plus de 100 personnes, et a promis de les indemniser et d'améliorer les conditions de leur réinstallation. Ces déclarations font suite à une importante campagne d'Amnesty pour dénoncer les conséquences d'une nouvelle route sur les habitants de Jomvu et Bangladesh, deux quartiers informels. Aidez-nous à inciter l'agence responsable du projet à tenir ses promesses : <http://bit.ly/1SJDDL6>.

2 LIBÉRÉ DE GUANTÁNAMO

Shaker Aamer a été libéré de Guantánamo, où il était détenu sans inculpation ni jugement depuis 13 ans. Il a fait partie des premiers détenus envoyés dans ce camp en 2002, et était le dernier résident britannique à y être emprisonné. Des sympathisants d'Amnesty militaient pour sa libération depuis 10 ans.

4 ADIEU À LA PEINE DE MORT

En décembre, la Mongolie est devenue le dernier pays en date à renvoyer la peine de mort dans les livres d'histoire, après des années de pressions de la part d'Amnesty et de ses sympathisants. « Nous sommes ravis de cette bonne nouvelle », a déclaré Amarzaya Galsanlkhagva, qui fait depuis longtemps campagne au sein d'Amnesty Mongolie. « Cela montre une fois encore que, en travaillant ensemble, nous pouvons avoir un réel impact sur les droits humains. »

3 UNE VICTIME DE TORTURE LIBÉRÉE



© Amnesty International/Guillermo Arias

Fantastiques nouvelles à propos de notre campagne *Stop Torture* au Mexique ! Trois ans après avoir été torturé et emprisonné à la suite d'une erreur, Adrián Vasquez est enfin libre. Des milliers d'entre vous ont réclamé justice pour Adrián. À sa sortie de prison le 2 décembre, au moment de retrouver sa femme, il a déclaré : « Merci beaucoup à toutes les personnes d'Amnesty. Vous m'avez tellement soutenu, je suis vraiment heureux. »



© Amnesty International/Mongolia

5 MON CORPS, MES DROITS EN 2016

Mon corps, mes droits, notre campagne en faveur des droits sexuels et reproductifs continue de prendre de l'ampleur. En mars, nous mettrons en évidence les obstacles que rencontrent les femmes et les jeunes filles dans les choix concernant leur corps, leur vie et leur avenir au Burkina Faso (voir page 20). Notre pétition exhortant l'Irlande à cesser de considérer l'avortement comme une infraction pénale a recueilli des centaines de milliers de signatures. Ajoutez la vôtre : <http://bit.ly/1J2Eh2f>. Enfin, rendez-vous à la dernière page pour



découvrir comment inciter la Tunisie à cesser de punir les victimes de viol et de violences liées au genre.

6 DE RETOUR DANS SA FAMILLE

En octobre, l'ancienne prisonnière d'opinion Chen Zhenping (ci-dessous) a rejoint sa famille en Finlande. Libérée d'une prison chinoise en mars, elle a été harcelée et étroitement surveillée jusqu'à son arrivée à l'aéroport d'Helsinki. Elle avait été emprisonnée pour huit ans en août 2008, pour avoir pratiqué le Fa Lun Gong, un mouvement spirituel interdit en Chine.

« Me voici enfin arrivée en territoire libre... Je suis profondément émue. J'aimerais remercier Amnesty et toutes les généreuses personnes de la communauté internationale qui m'ont soutenue. »

Chen Zhenping



7 FILEP KARMA EST LIBRE

En Indonésie, le militant Filep Karma a été libéré en novembre, après avoir passé plus de 10 ans en prison pour avoir brandi un drapeau du mouvement indépendantiste papou lors d'un rassemblement politique en 2004. Les sympathisants d'Amnesty ont mené une longue campagne pour sa libération. Ils ont notamment envoyé 65 000 messages de soutien lors de la campagne *Écrire pour les droits* 2011.



+ de 26 000

inscriptions au premier cours en ligne d'Amnesty sur les droits humains en décembre

2015 EN CHIFFRES

235 km

de barrières érigées aux frontières extérieures de l'UE, pour un coût de plus de 175 millions d'euros.

3

pays ont aboli la peine de mort en trois mois : Madagascar, Fidji et le Suriname.

800 000

militants ont envoyé des lettres réclamant justice pour Moses Akatugba, un Nigérian condamné à mort et libéré en mai.

17 ans

de prison prononcés en 2012 contre Tun Aung, dirigeant communautaire au Myanmar, pour avoir tenté de calmer une émeute. Il a finalement été libéré en janvier.

55 millions

de livres sterling payées par la filiale nigériane de Shell en janvier 2015 à 15 600 personnes touchées par des déversements de pétrole à Bodo, au Nigeria.



© Amnesty International



EN COULISSES

AUX CÔTÉS DES RÉFUGIÉS APRÈS LES ATTENTATS DE PARIS

La solidarité envers ceux qui fuient la violence aveugle compte plus que jamais, a déclaré Jean-François Dubost, responsable des questions sur les réfugiés et les migrants à Amnesty France.



Hommage spontané aux victimes des attentats de Paris, 14 novembre 2015.

Quand j'ai appris que de nombreuses personnes avaient été tuées lors d'attaques simultanées à Paris, j'ai eu du mal à saisir une telle horreur. J'ai alors pris conscience que les réfugiés que nous nous efforçons de protéger allaient eux aussi souffrir. Des personnalités politiques ont commencé à les qualifier d'« indésirables », allant jusqu'à suggérer de tous les renvoyer.

Dans les transports publics, la tension était palpable. Je me suis senti fragile, vulnérable. Les réfugiés, malgré leur détermination à survivre et à protéger leurs proches, comptent parmi les plus vulnérables d'entre nous. Désormais, ils le seront doublement.

Vulnérables parce qu'ils ont été contraints de fuir des menaces parfois inimaginables, se lançant dans de dangereux périples pour se mettre en sécurité à l'étranger. Et vulnérables parce qu'ils seront désormais soupçonnés d'être eux-mêmes un danger. Nous devons veiller à ce que les réfugiés ne soient pas doublement persécutés : dans leur propre pays, où certains ont connu les mêmes menaces que celles qui planent maintenant sur nous, et après ces attentats.

Notre travail pour inciter les localités françaises à accueillir davantage de réfugiés semble plus important que jamais. Et soudain très fragile.

VIVRE SANS PEUR

Il est capital d'expliquer pourquoi les réfugiés arrivent à nos frontières. Leurs histoires (voir page 16) véhiculent un message simple : les réfugiés sont des personnes comme les autres. Eux aussi menaient une vie normale, avant que la violence ne la transforme en un sujet d'actualité, qui a fini par atteindre nos frontières. Nous partageons tous le même but : vivre en sécurité et librement.

Il nous faut maintenant relever un double défi : assurer la sécurité des citoyens, tout en accueillant beaucoup plus de réfugiés. Il nous faut démontrer que les deux ne s'excluent pas : ce sont les deux facettes d'un même problème.

Pour y parvenir, nous devons être unis et solidaires. Ensemble, nous montrerons aux marchands de peur que nous sommes aux côtés de tous ceux qui subissent une violence aveugle, y compris les réfugiés.

DATES À NOTER EN 2016

25

JANVIER

2011 : premières manifestations en Égypte, dans le cadre du « Printemps arabe »

6

FÉVRIER

Journée internationale de la tolérance zéro aux mutilations génitales féminines

8

FÉVRIER

Nouvel An chinois

11

FÉVRIER

1990 : libération de Nelson Mandela en Afrique du Sud

11

FÉVRIER

2011 : retrait du président Hosni Moubarak en Égypte

24

FÉVRIER

Publication du Rapport 2015/16 d'Amnesty

1^{er}

MARS

Journée mondiale pour l'abolition de la peine de mort

8

MARS

Journée internationale de la femme

15

MARS

2011 : début du conflit syrien

21

MARS

Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale

21

MARS

2006 : envoi du premier tweet

24

MARS

1976 : coup d'État militaire en Argentine

ÉDITORIAL

UNE ANNÉE POUR LA JUSTICE

L'année 2016 peut être une année de changement, cela ne tient qu'à nous.

On a parfois le sentiment que le monde ne tourne pas rond. Les conflits s'intensifient, alimentant la plus grave crise de réfugiés que le monde ait connue depuis la Seconde Guerre mondiale. La discrimination à l'égard de certaines minorités est omniprésente. Certains régimes exercent une répression impitoyable à l'encontre des personnes qui défendent les droits humains.

Nous ne pouvons pas échapper à la réalité du monde dans lequel nous vivons. Mais nous pouvons nous battre pour celui que nous souhaitons.

Cette année, unissons-nous avec celles et ceux qui, dans le monde entier, se mobilisent pour les droits humains. Disons à nos gouvernements que 2016 est une année pour la justice.

Ils ne peuvent pas à la fois parler de liberté d'expression et arrêter des manifestants et des dissidents pacifiques. Ils ne peuvent pas donner des leçons en matière de paix tout en étant les plus grands fabricants d'armes de la planète. Ils ne peuvent pas prôner la défense des droits humains tout en refusant aux réfugiés des itinéraires sûrs et légaux pour se mettre en sécurité à l'étranger.

À chaque fois que nos gouvernements nous déçoivent, nous devons leur demander des comptes. Nous devons faire preuve de solidarité et veiller à ce que personne ne soit oublié.

Nous avons de l'influence, utilisons-la. Nous voulons la justice, faisons en sorte de l'obtenir en 2016.

Salil Shetty, secrétaire général d'Amnesty International @SalilShetty

Pour agir près de chez vous dès aujourd'hui, découvrez notre kit du militant à la page suivante.

L'ÉQUIPE DU FIL

Rédacteur en chef : Ben Beaumont

Constitutrices : Louisa Anderson, Shiromi Pinto, Kristin Hulaas Sunde

Mise en page : Dina Silanteva

Responsable photos : Richard Burton

Directrice de la rédaction : Melanie Rhodes



ZOOM SUR LE TRAVAIL DE CAMPAGNE

KIT DU MILITANT

3 ÉTAPES POUR CHANGER
DES VIES EN 2016

Avec votre aide, 2016 peut être une grande année pour la justice. Trois expertes du travail de campagne vous donnent leurs conseils pour agir près de chez vous. >>



*Des sympathisants
d'Amnesty célèbrent
la Gay Pride à Paris,
juin 2015.*

© Guillaume POLI

ÉTAPE 1 CRÉEZ UN GROUPE LOCAL

Organiser une campagne dans votre région ou rejoindre un groupe de campagne local est un excellent moyen de rencontrer des personnes partageant vos idées et d'agir pour les causes qui vous tiennent à cœur. « On sent qu'on fait partie d'un mouvement qui rassemble des personnes de tout âge, partout dans le monde », explique Jennifer Jaynes, secrétaire d'un groupe d'Amnesty au Royaume-Uni. Voici un guide pour créer un groupe de militants local.

COMMENT LANCER UN GROUPE DE CAMPAGNE ?

- 1 Assurez-vous que chaque membre a un rôle lié à ses compétences ou à ses centres d'intérêt. Par exemple, d'anciens professeurs peuvent faire le lien avec les écoles, des musiciens peuvent vous aider à entrer en contact avec la scène musicale locale, etc.
- 2 Réunissez-vous tous les mois et organisez des activités régulières, comme la rédaction de lettres de soutien aux personnes avec lesquelles nous travaillons.
- 3 Veillez à organiser vos réunions dans un endroit clair, lumineux et motivant.
- 4 Motivez votre groupe grâce à des films, des intervenants, des publications d'Amnesty, des conférences et des informations sur les campagnes.
- 5 Si certaines personnes n'ont pas le temps de participer aux réunions, restez en contact par courriel et via les réseaux sociaux et invitez-les à vos manifestations.
- 6 Faites connaître les campagnes d'Amnesty grâce à des stands lors de concerts, de festivals ou dans des bars.
- 7 Organisez des événements publics pour sensibiliser, collecter des fonds et inciter les gens à agir.
- 8 Mettez en place un événement annuel pour récolter des fonds, comme un dîner ou une vente de gâteaux, afin de couvrir vos dépenses et de faire un don à Amnesty.
- 9 Amusez-vous ! Trouvez ce qui motive votre groupe : participer à des marches, à des festivals locaux, etc.

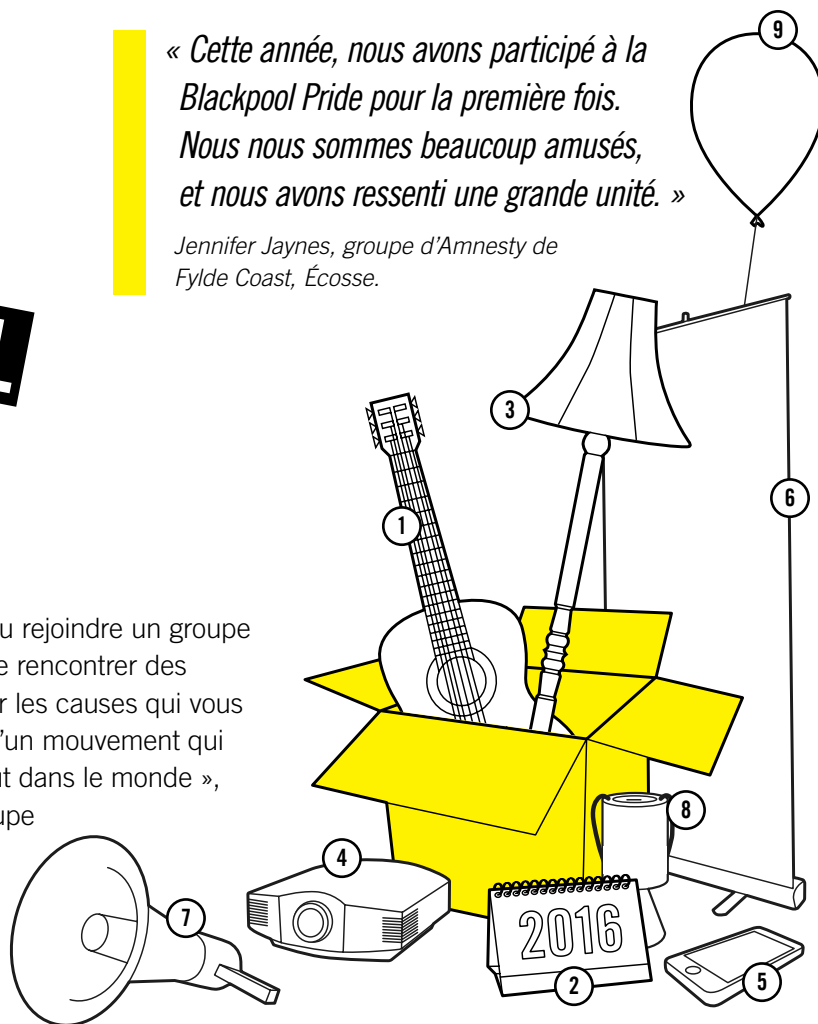
CONSEIL PRATIQUE



Rencontrez de nouveaux membres et d'autres personnes de votre région grâce à des réunions publiques sur des sujets particuliers.

« Cette année, nous avons participé à la Blackpool Pride pour la première fois. Nous nous sommes beaucoup amusés, et nous avons ressenti une grande unité. »

Jennifer Jaynes, groupe d'Amnesty de Fylde Coast, Écosse.



ÉTAPE 2 RENCONTREZ VOS REPRÉSENTANTS POLITIQUES



Lors des campagnes d'Amnesty, nous incitons souvent nos dirigeants élus à agir. Ils peuvent soulever des questions devant le Parlement, évoquer nos campagnes avec des ministres et aider à exercer des pressions pour le changement au niveau international. Randa Warda, qui dirige un groupe d'Amnesty à Sydney, en Australie, nous donne ses conseils pour aborder des responsables politiques.

POURQUOI DEVONS-NOUS PARLER AUX RESPONSABLES POLITIQUES ?

La nature même du travail d'Amnesty rend nécessaire les relations avec les personnalités politiques. Tous les sujets sur lesquels nous travaillons localement (par exemple, les réfugiés ou des questions autochtones) ou mondialement (par exemple, le traité sur le commerce des armes) nécessitent de dialoguer avec des personnalités politiques.

Avant, cela me rendait nerveuse. Mais j'estime désormais qu'ils devraient vouloir me parler, car je représente près de 10 000 électeurs locaux, ainsi qu'un mouvement de l'ampleur d'Amnesty.

Personne n'est plus cynique que moi concernant les responsables politiques. Mais ils ont besoin que leur électorat leur montre les sujets qui importent vraiment. Il s'agit du côté humain de leur travail, cela les rend légitimes.

Plutôt que d'ignorer les responsables politiques ou de dire qu'ils ne font jamais rien, mieux vaut faire partie de la solution. Ensemble, nous pouvons contribuer au « rapport de force » au sein du gouvernement. Nous pouvons veiller à ce que nos représentants demandent des comptes au gouvernement et à l'opposition.

COMMENT CONTACTER UN-E RESPONSABLE POLITIQUE ?

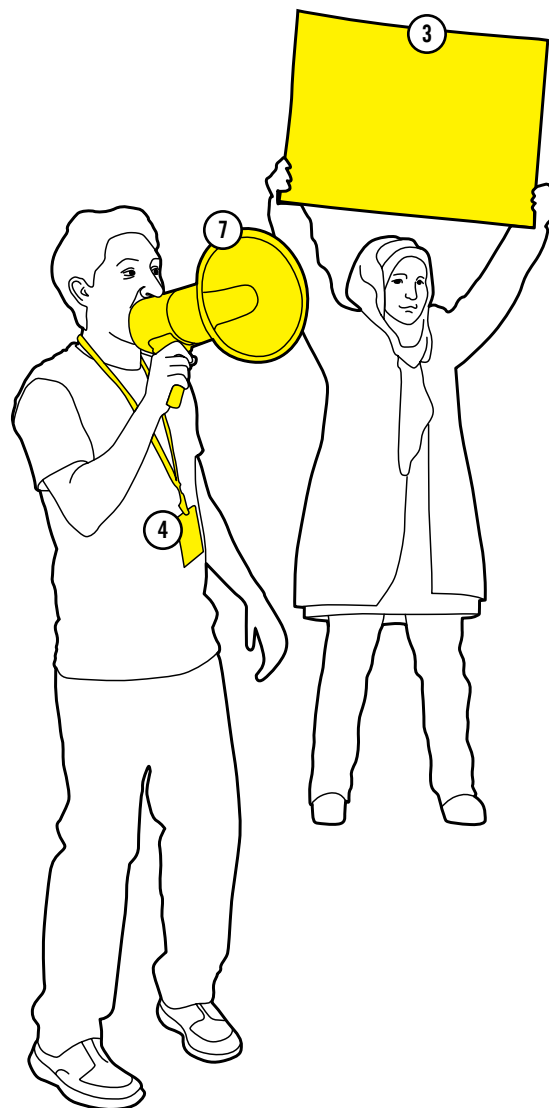
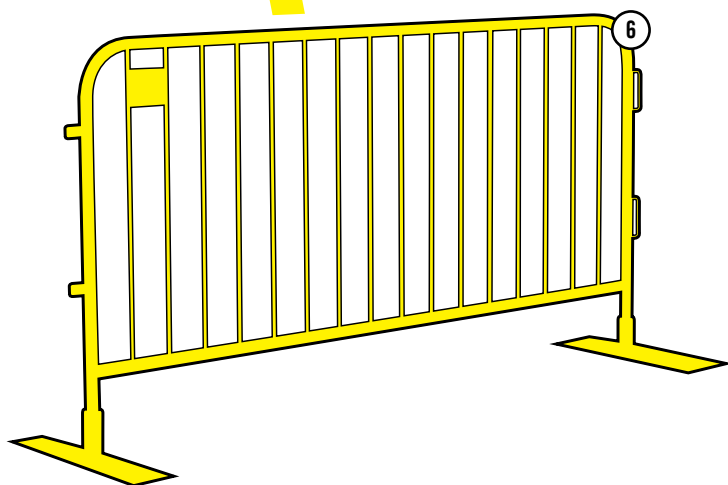
- 1 Commencez par lui envoyer un courriel ou une lettre expliquant clairement le sujet abordé et vos attentes.
- 2 Attendez une semaine, puis appelez cette personne pour organiser une rencontre. Vous pouvez même l'inviter à l'une de vos manifestations.
- 3 Lors de la réunion, expliquez-lui pourquoi la question abordée est importante et répétez-lui vos attentes.
- 4 Après la réunion, rappelez cette personne ou écrivez-lui pour veiller à ce qu'elle tienne ses engagements.
- 5 Attendez la campagne ou l'action suivante pour recontacter cette personne. >>



CONSEIL PRATIQUE

Rappelez-vous la puissance d'Amnesty. Nous représentons 7 millions de personnes et plus de 50 ans de campagnes en faveur des droits humains. Nous avons mené sur ce sujet de nombreux travaux de recherche fondés sur des éléments concrets. Les responsables politiques le savent et respectent cela.

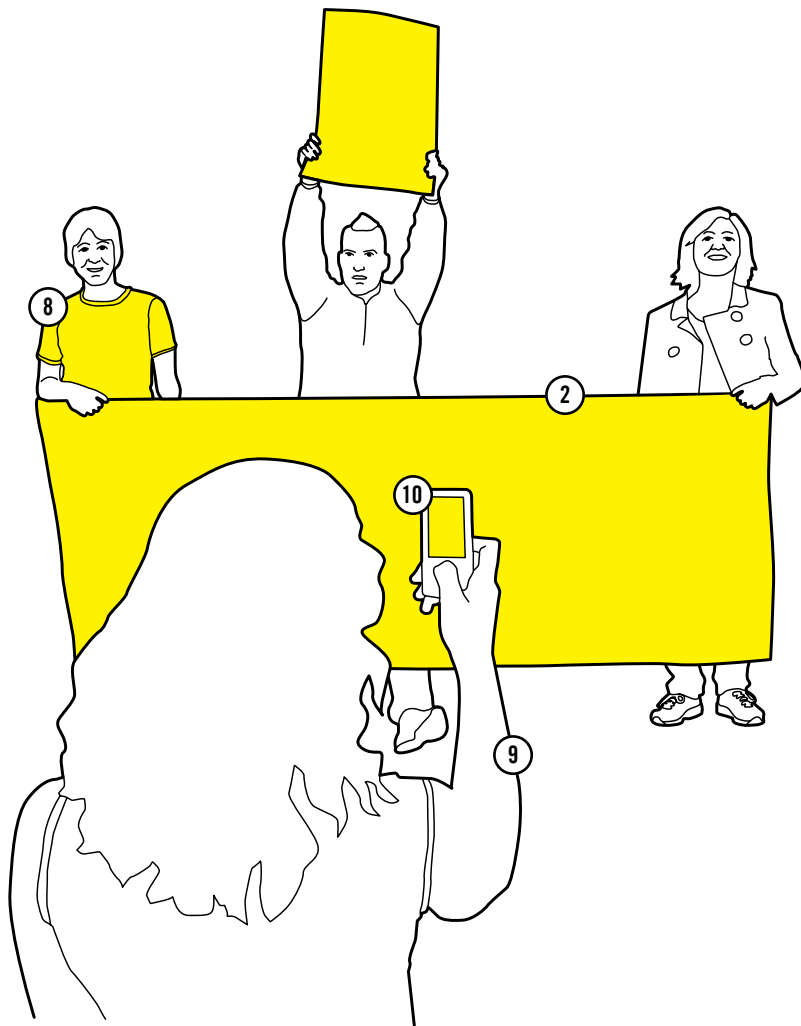
ÉTAPE 3 ORGANISEZ UNE ACTION



Une action de rue qui attire l'attention garantira que les autorités et les médias entendent clairement votre message. C'est aussi une excellente manière d'aider les sympathisants et les bénévoles à comprendre les questions abordées. Connie Chan, chargée de campagne d'Amnesty à Hong Kong, nous donne des conseils pour organiser une action efficace.

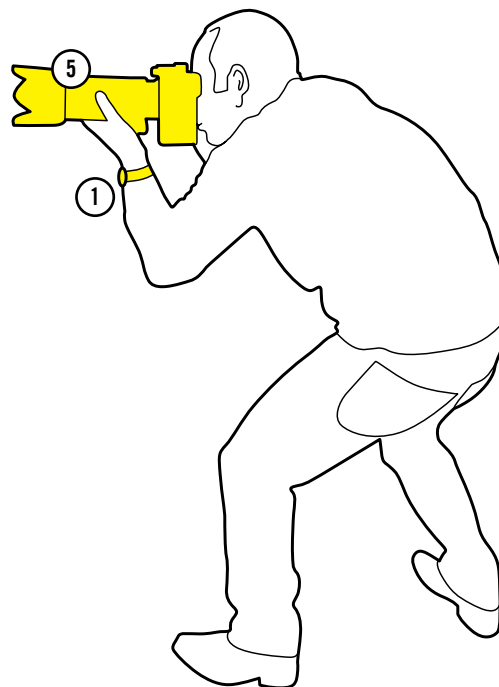
COMMENT ORGANISER UN GRAND ÉVÉNEMENT ?

- 1 Avant d'organiser une action, demandez-vous quel serait le meilleur moment pour les bénévoles, pour les médias et concernant le lieu. Vous aurez ainsi le maximum d'impact.
- 2 Pensez à un seul message simple que vous souhaitez faire passer, pour qu'il soit facile à comprendre. Comme nous agissons souvent dans l'urgence, il faut réagir vite. Votre message doit donc être simple pour que d'autres puissent le comprendre et encourager les gens à participer.
- 3 Cherchez quelques bons slogans. Ils doivent être à la fois simples et clairs. N'hésitez pas à utiliser l'humour.



« Ne doutez jamais de la capacité d'un petit groupe de citoyens réfléchis et engagés à changer le monde. C'est d'ailleurs de cette façon que cela s'est toujours produit. »

Margaret Mead, anthropologue américaine



- ④ Les participants à une action de rue constituent son aspect le plus important. Contactez les militants, les membres et les groupes locaux d'Amnesty le plus tôt possible, afin qu'ils se sentent impliqués. Distribuez des tâches. Vous aurez besoin d'un porte-parole, d'un responsable des bénévoles, d'une personne qui contactera la police, et d'un photographe.
- ⑤ Faites connaître votre action au public. Invitez également la presse.
- ⑥ Veillez à la sécurité des militants. Prévoyez un itinéraire qui évite les endroits non sécurisés.
- ⑦ Assurez-vous d'avoir tout le matériel nécessaire : haut-parleurs, pancartes, dépliants détaillant votre action.
- ⑧ Rencontrez des militants d'autres groupes locaux. Cela permet de sentir que nous travaillons ensemble pour les droits humains. Notre voix n'en est que plus forte.
- ⑨ Photographiez et filmez votre action, et publiez des nouvelles sur les réseaux sociaux tout au long de la journée, pour sensibiliser le public.
- ⑩ Ne vous arrêtez pas juste après votre action. Continuez à diffuser votre message sur les réseaux sociaux. ☐

VOUS SOUHAITEZ AGIR ?

Prenez contact avec l'équipe la plus proche sur www.amnesty.org/fr/countries et découvrez comment vous impliquer dans votre région.



© Amnesty International

RÉACTION AUX CRISES

10 MANIÈRES DONT VOS DONS NOUS AIDENT À RÉAGIR AUX CRISES



Joanne Mariner
embourbée en
République
centrafricaine, en
novembre 2014.

Lors des guerres et des conflits, la spécialiste des situations de crise Joanne Mariner est la première à se rendre sur le terrain pour recueillir des preuves de graves violations des droits humains. Elle nous explique comment vos dons lui permettent de mener à bien son travail.

1. FORMATION

J'ai été formée aux premiers secours et à réagir face à des tirs et à des situations de prises d'otages. J'ai vu des balles tirées à haute vitesse pénétrer l'acier. Mais l'expérience nous prépare beaucoup plus que la formation.

2. PRÉPARATION

Tout d'abord, j'achète une bonne carte, très précise ! Ensuite, je lis tout ce qui a été publié sur le pays par Amnesty International, d'autres organisations de défense des droits humains, les Nations unies et la presse.

3. MATÉRIEL

J'emporte une trousse de premiers secours, des médicaments antipaludiques et trois téléphones : un satellite, un local et un britannique, car les communications sont extrêmement importantes. Je prends également un appareil photo, une caméra et un traceur GPS afin que mes collègues sachent où je me trouve.

4. SÉCURITÉ

Sur place, je parle avec beaucoup de monde pour savoir où ne pas aller, quelles routes éviter et à quel moment se déplacer. Dans certaines situations, le risque est grand d'être touché par des balles ou un obus de mortier, d'être enlevé ou tué...

5. TRANSPORT

Dans certains pays, comme la République centrafricaine, je fais appel à un chauffeur. Nous circulons en véhicule tout-terrain, car les routes sont souvent en très mauvais état. J'ai connu quelques situations effrayantes, lors desquelles il y avait des voleurs sur la route.

6. ENTRETIENS AVEC DES TÉMOINS

Nous obtenons toujours des témoignages directs. Après un massacre, nous devons absolument rassembler des informations sur ce qui s'est passé exactement. Je demande aux témoins de préciser les circonstances et de répondre aux questions « qui », « quoi », « quand » et « où ». « Qu'avez-vous vu ? » « Comment étaient-ils habillés ? » « Qui tirait ? »

7. FILMS ET PHOTOS

Nous ne propageons pas de rumeurs. Nous recueillons des témoignages, des documents écrits et des preuves médico-légales. Nous nous rendons sur les lieux des faits et nous photographions les corps, les balles, les éclats d'obus et d'autres preuves physiques. Nous ne publions pas les photos trop horribles, mais nous les conservons en tant que preuves.



Donatella Rovera, conseillère pour les situations de crise, s'entretient avec des personnes ayant fui une attaque du groupe armé se désignant sous le nom d'État islamique, à la frontière entre l'Irak et la Syrie, en août 2014.

8. COMPTES RENDUS

Nous décrivons exactement ce qui s'est passé, nous définissons et analysons les violations commises et nous formulons des recommandations. Nous ne sommes pas des enquêteurs judiciaires, mais nous sommes tout aussi rigoureux. Notre but est de fournir des documents en temps réel, d'amener les personnes concernées à rendre des comptes et d'obtenir justice pour les victimes.

9. PRESSE ET MÉDIAS

Concernant l'actualité brûlante, nous tweetons des informations, nous contactons des journalistes, nous produisons des communiqués et nous rédigeons des articles et des synthèses. Il est essentiel de montrer au monde entier ce qui se passe et de faire pression sur les gouvernements afin qu'ils agissent.

10. TRAVAIL DE PLAIDOYER ET DE CAMPAGNE

Nous faisons tout notre possible pour que nos recommandations soient adoptées. Nous rencontrons des représentants des gouvernements et de l'ONU pour leur expliquer qu'il est nécessaire d'agir de toute urgence.



Donatella Rovera, conseillère pour les situations de crise, collecte des douilles dans le nord de l'Irak, avril 2015.

SUIVRE EN DIRECT NOTRE TRAVAIL LIÉ AUX CRISES

Pour les dernières nouvelles du front des droits humains, suivez Joanne @jgmariner sur Twitter, ainsi que sa collègue Donatella Rovera @DRovera.



ÉCRIRE POUR CHANGER DES VIES

En décembre, des sympathisants néerlandais (photo) et du monde entier ont écrit des millions de messages, de lettres ou de courriels pour défendre les droits humains. Il s'agissait de notre campagne *Écrire pour les droits*, un marathon d'écriture de lettres pour protéger des personnes comme Phyo Phyo Aung, une manifestante étudiante emprisonnée au Myanmar. Celle-ci a déclaré : « Je vous remercie tous pour votre soutien. Vos lettres ont été une source d'inspiration. J'ai commencé à comprendre que le monde nous regardait et nous encourageait, que nous n'étions pas seuls. »

www.amnesty.org/fr/writeforrights







CAMPAGNE SUR LES RÉFUGIÉS

ENFIN EN SÉCURITÉ

Ina Strøm, Amnesty International Norvège

Une famille de réfugiés syriens nous explique en quoi son installation en Norvège a changé sa vie.



Kahraman, Hennan et Sherihan partagent un moment de bonheur dans leur nouveau foyer à Oslo.

© Helge Lien

« Le jour où les autorités norvégiennes nous ont appelés n'a pas été choisi au hasard : c'était le premier anniversaire de notre fils, se souvient Sherihan, musicienne de 29 ans. Elles nous ont dit : "Nous avons un cadeau pour vous : vous pouvez venir en Norvège !" Nous ne connaissions pas ce pays, mais nous étions tellement heureux. »

Sherihan vit avec son époux dans un lumineux appartement d'un immeuble modeste des années 1950, situé dans un quartier calme d'Oslo. Hennan, artiste de 31 ans, explique : « Pour moi, la Norvège, c'est d'abord les enfants, ensuite la femme, puis le chien et, en dernier, l'homme ! » Tous deux éclatent de rire.

DES MORCEAUX DE PAIN TACHÉS DE SANG

Ce moment de bonheur est à des années-lumière de ce qu'ils ont laissé à Alep, en Syrie. « Nous avons vécu une période difficile, déclare Hennan. J'ai vu un homme abattu par des tireurs embusqués alors qu'il revenait de la boulangerie.

« Il portait une miche de pain au-dessus de la tête pour montrer qu'il n'était pas armé. Il y avait des morceaux de pain couverts de sang tout autour de son cadavre. Une femme a ramassé les morceaux. Elle avait probablement des enfants affamés à la maison. » >>

DE GRAVES DIFFICULTÉS À SURVIVRE EN SYRIE

« À Alep, nous menions une vie simple, dit Sherihan. Nous allions travailler, nous passions du temps avec nos proches. Nous mettions de l'argent de côté pour acheter une belle voiture et une grande maison, pour y élever un enfant. Vous voyez, le genre de choses que tout le monde veut. »

Mais quand leur voisin a reçu une balle mortelle, ils ont décidé de déménager à la campagne. « Il faisait froid, se souvient Sherihan. La nourriture était rare et nous n'avions ni eau courante ni électricité. J'étais alors enceinte. Nous ne pouvions pas imaginer notre avenir. Nous parvenions à peine à survivre. »

DES MOMENTS DIFFICILES EN TURQUIE

« Notre fils Kahraman n'avait que quelques mois lorsque nous nous sommes rendu compte qu'il ne réagissait pas bien à nos mouvements, dit Sherihan. Un médecin nous a annoncé qu'il était aveugle et qu'il le serait toute sa vie. J'étais effondrée. »

« J'ai décidé de retourner à Alep pour obtenir un second avis. Il m'a fallu 13 heures et j'ai dû traverser une rue où des tireurs embusqués avaient abattu beaucoup de gens. J'ai pris Kahraman dans mes bras et j'ai couru. »

Lorsqu'un médecin à Alep a dit qu'il devrait voir régulièrement Kahraman pour des examens, la famille est partie pour la Turquie.

« En Turquie, nous avons vécu des moments encore plus difficiles qu'en Syrie. Nous partagions un petit appartement avec trois autres familles. Nous ne pouvions pas obtenir les soins médicaux dont Kahraman avait besoin. Ce fut la pire période de ma vie. »

La famille de Sherihan s'est inscrite auprès du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) et a appris qu'elle satisfaisait aux conditions de réinstallation.

ENFIN EN SÉCURITÉ

Deux mois plus tard, ils s'envolaient enfin vers la sécurité. « Nous avons voyagé léger, nous n'avons pris que nos biens les plus précieux : l'ordinateur portable où étaient enregistrées des photos de notre vie et des œuvres d'Hennan, et ma flûte », explique Sherihan.

« Je me souviens parfaitement du moment où nous avons atterri à Oslo, le 23 septembre 2014. C'était un moment tellement important : nous étions enfin en sécurité ! »



Hennan et certains de ses nouveaux dessins. Il a dû abandonner toutes ses précédentes réalisations avant de fuir la Syrie.



« Mes aspirations dans la vie : un travail, l'indépendance et être aux côtés de ceux que j'aime, dit Sherihan. Une vie normale, à l'abri du danger. C'est aussi simple que ça. »



UNE VIE NORMALE

Hennan et Sherihan commencent désormais à prendre leurs marques. Ils parlent tous les deux couramment norvégien. En raison de ses problèmes de vue, Kahraman, qui a aujourd'hui deux ans, est un peu anxieux quand il est avec d'autres enfants à la garderie. Mais dans son appartement, il se déplace à toute vitesse.

« La Norvège est très différente de la Syrie, fait remarquer Hennan. Le climat y est encore plus froid que ce que nous pensions. Mais quand nous avons déniché des ouvrages kurdes à la bibliothèque, nous avons compris que nous étions dans un pays où la liberté était une réalité. »

« Nos amis norvégiens ne nous demandent jamais pourquoi nous n'allons pas à la mosquée, et ne nous font aucune remarque si nous prenons quelques bières. Ils ne portent pas de jugement. Par contre, ils sont obsédés par le port du casque à vélo ! L'une de mes amies n'arrête pas de me houspiller parce que je n'en porte pas. »

Sherihan et Hennan ont encore de la famille et des amis en Syrie. « J'espère de tout cœur que la guerre va bientôt cesser, dit Hennan. Tant qu'elle fera rage, les gens seront contraints de fuir. » □

QU'EST-CE QUE LA RÉINSTALLATION ?

La réinstallation offre une bouée de sauvetage aux réfugiés les plus vulnérables dans le monde, par exemple :



les personnes souffrant de graves problèmes de santé ou d'un handicap



les victimes de torture



les enfants et adolescents non accompagnés



les femmes et enfants en danger



les personnes persécutées pour leur sexualité ou leur genre

NOUS APPELONS

les pays les plus riches de la planète à réinstaller

440 000

réfugiés syriens (soit 10 % du total) avant fin 2017.

À l'heure actuelle,

162 151 places

ont été offertes dans le monde
(en date du 11 décembre 2015).

CAMPAGNE **MON CORPS, MES DROITS**

RETROUVER LE SOURIRE

Si vous êtes une jeune fille au Burkina Faso, vous avez de grandes chances de ne pas profiter longtemps de votre enfance. Le mariage précoce et forcé y est monnaie courante. Les grossesses précoces également. Mais Martine Kaboré offre à ces filles une seconde chance de vivre la vie qu'elles désirent.



© Sophie Garcia/Corbis

Martine Kaboré a une mission. Depuis huit ans, cette diplômée en psychologie âgée de 37 ans travaille comme assistante sociale à Pân Billa, un foyer pour victimes de mariage forcé, de viol et de grossesse non désirée.

« J'ai choisi ce métier parce qu'il est noble, explique-t-elle. Ces filles se trouvent dans des situations si compliquées. C'est noble de les aider à retrouver le sourire, l'espoir et l'estime de soi. »

Il faut de la compassion et de la détermination pour faire rire à nouveau ces jeunes femmes. Chaque jour, Martine est prête à 7 h 30. Elle prie et médite avec des filles dont les croyances peuvent être très différentes, allant du christianisme à l'animisme. Elle les accompagne dans les tâches ménagères, dont la cuisine et le ménage, puis elles vont à l'école ou en cours d'alphabétisation. Quatre résidentes du foyer sont actuellement à l'université.

L'après-midi, Martine organise des débats sur des sujets tels que le mariage forcé. « Nous abordons aussi la possibilité que certaines retournent auprès de leur famille, afin de voir ce qu'elles en pensent. Nous menons un grand travail de médiation entre les

filles et leurs familles, pour diminuer les tensions et leur permettre de revivre ensemble. »

Martine surveille également la santé des pensionnaires et de leurs bébés, et veille à ce que les vaccins de chacun soient à jour. Elle organise des cours pour les jeunes filles enceintes, afin de les préparer à l'accouchement. « Enfin, explique-t-elle, je rencontre les familles pour tenter de les convaincre de renoncer au mariage forcé. »

« J'ai choisi ce métier pour aider des jeunes filles à retrouver le sourire, l'espoir et l'estime de soi. »

Martine Kaboré

SURMONTER LES OBSTACLES

Situé dans les faubourgs de Ouagadougou, la capitale du Burkina Faso, le foyer Pân Billa accueille actuellement 20 jeunes filles et 11 bébés. Cependant, plus de la moitié des femmes burkinabè sont mariées avant 18 ans. Beaucoup d'autres filles auraient donc besoin de ce type de soutien. Par manque de ressources, les foyers peinent souvent à leur fournir l'aide nécessaire.

« Nous n'avons pas de voiture, déplore Martine. Lorsqu'une fille enceinte doit aller à l'hôpital, il faut l'emmener en moto ! C'est très difficile. La route non goudronnée est en mauvais état et c'est très dangereux pour les jeunes filles enceintes. »

Cependant, pour Martine, le plus grand défi ne réside pas dans le manque de ressources, mais dans la résistance de la part des parents.

« Un jour, se rappelle-t-elle, un homme qui avait marié sa fille de force m'a menacée. Il a dit que si j'osais entrer chez lui, je comprendrais vite à qui j'avais affaire. J'ai eu très peur et je n'y suis pas retournée. »

DE NOUVELLES VIES

Pour chaque revers, il y a néanmoins des victoires qui permettent à Martine de persévérer. Les jeunes filles sont parfois désespérées à leur arrivée. Mais avec son soutien, elles se construisent une nouvelle vie.

« Il y a quatre ans, une jeune fille de 15 ans est arrivée au foyer après avoir refusé un mariage forcé et fui la maison familiale, se souvient Martine. Elle était effondrée. Sa famille l'avait bannie. Elle a pleuré pendant un an. » Martine et ses collègues lui ont fourni une aide psychologique. Ensuite, lorsqu'elle s'est sentie mieux, elles l'ont orientée vers un centre de formation.

« Aujourd'hui, je suis fière du chemin qu'elle a parcouru. Elle a appris un métier et travaille comme cuisinière dans notre foyer. Elle s'est épanouie, elle est désormais indépendante. C'est une collègue à présent. »

PASSEZ À L'ACTION

Soutenez Martine et les jeunes filles qu'elle aide :

<http://bit.ly/209I6ZE> #MonCorpsMesDroits



Dévouée et déterminée. Martine Kaboré, coordinatrice à Pân Billa, un foyer d'accueil pour victimes de mariage précoce et forcé, de viol et de grossesse non désirée.



Comme Pân Billa, ce foyer de Ouagadougou aide les résidentes à acquérir de nouvelles compétences comme la cuisine ou la menuiserie, tout en leur permettant de retrouver une part d'enfance.



© Sophie Garcia/Corbis



SHELL – IL FAUT NETTOYER

NOUS LUTTONS POUR UN AVENIR SANS POLLUTION

Faites la connaissance de Fyनेface – un jeune militant nigérian qui demande à Shell de nettoyer la pollution aux hydrocarbures dans le delta du Niger.



« Les gens parlent souvent de pollution sans vraiment savoir ce que c'est, observe Fyनेface Dumnamene Fyनेface. Moi, je sais ce que c'est. J'ai bu de l'eau polluée. J'ai passé toute ma vie dans un environnement pollué. »

Cette vie souillée par la pollution a poussé Fyनेface à rejoindre un mouvement rendu célèbre par un autre militant persévérant : l'écrivain Ken Saro-Wiwa, symbole nigérian de la lutte pour les droits humains et la justice environnementale exécuté en 1995.

Si Fyनेface a un « beau visage » (traduction de « Fyनेface » en anglais), il s'est surtout fait un nom en s'opposant haut et fort à des compagnies qui avaient commencé à pomper du pétrole dans le delta du Niger bien avant sa naissance.

« Les habitants ont perdu leurs moyens de subsistance », dénonce-t-il avec une énergie et une colère palpables, devant un poster de Ken Saro-Wiwa, dans son bureau de Port Harcourt, au Nigeria.

« Ils n'ont pas d'eau potable. La faune marine a disparu. Le manioc et les autres légumes cultivés dans les fermes poussent mal. »

UN TOLLÉ INTERNATIONAL

« L'action militante de Ken Saro-Wiwa a joué un rôle décisif dans ma vie, poursuit Fyनेface. Elle m'a donné envie de travailler pour le peuple ogoni [le pays ogoni fait partie de la région du delta du Niger, riche en pétrole]. Je l'ai vu parler un jour, en 1992, trois ans avant sa mort. »

Ken Saro-Wiwa a fondé le Mouvement pour la survie du peuple ogoni en 1990 pour dénoncer la pollution laissée par les compagnies pétrolières. Depuis les années 1950, des milliers de déversements d'hydrocarbures ont détruit la flore et la faune, privé les habitants de moyens de subsistance et empoisonné la terre et l'eau.

Ken Saro-Wiwa était à la tête d'un mouvement populaire qui demandait aux dirigeants militaires de l'époque d'accorder l'autonomie politique au pays ogoni ainsi qu'une part plus élevée des revenus du pétrole.

La catastrophe écologique qui dévaste la région a fait la une des médias du monde entier lorsque le gouvernement militaire nigérian a condamné Ken Saro-Wiwa et huit autres militants à mort en 1995. Ils sont connus sous le nom des « neuf Ogonis ».

Leur exécution, le 10 novembre 1995, a suscité un tollé international. Le mouvement écologiste nigérian perdait un chef de file dynamique. Mais depuis, une nouvelle génération s'est levée pour poursuivre le combat. »



*Les ruisseaux voisins
du village de K. Dere,
dans le delta du Niger,
sont très pollués.*



IL FAUT NETTOYER

Fyneface a commencé jeune. Lorsqu'il était étudiant à l'université, il a inventé le terme « fynefacisme » pour lutter contre la corruption entachant les examens.

Aujourd'hui, il fait tout pour que l'enjeu de la pollution reste au premier plan et intervient souvent à la radio et à la télévision. Amnesty International et le Centre pour l'environnement, les droits humains et le développement (CEHRD), organisation locale dont Amnesty est partenaire, ont formé Fyneface et de nombreux autres militants afin qu'ils surveillent la façon dont Shell réagit en cas de déversement d'hydrocarbures dans leurs villages.

Les recherches récentes d'Amnesty montrent qu'au moins quatre sites sont toujours contaminés, alors que Shell a déclaré les avoir nettoyés.

« Shell doit faire plus, affirme-t-il. Où qu'elle aille, la compagnie doit protéger notre environnement pour la génération actuelle et les générations à venir. »

PERPÉTUER L'HÉRITAGE

Des veillées à la bougie ont eu lieu en novembre dernier dans le monde entier pour rendre hommage au sacrifice de Ken Saro-Wiwa et de ses collègues, pendus voilà 20 ans à l'issue d'un procès inique.

Pour Fyनेface, cet anniversaire est l'occasion pour nous tous de perpétuer leur héritage. « Je n'oublierai pas Amnesty International et les organisations qui se sont réunies pour faire entendre la voix du peuple ogoni, dit-il avec un large sourire. Mais il reste du chemin à faire. »

Fyनेface ne cache pas sa frustration face aux souillures du passé qui jonchent le paysage.

« Cela fait 20 ans, et le pays ogoni est toujours pollué, dit-il. Vingt ans, et justice n'a pas été rendue. Vingt ans, et les motifs qui les ont amenés à se battre sont toujours d'actualité. Il faut que cela cesse. »

C'est ce qui pousse Fyनेface à continuer. Ce refus d'accepter le *statu quo*. Cette détermination à obtenir ce pour quoi Ken Saro-Wiwa et son mouvement se sont battus.

« Je suis prêt à reprendre la lutte là où Ken Saro-Wiwa l'a laissée, dit-il. Poursuivons son œuvre et bâtissons un avenir propre dans le delta du Niger. » ▣

Toutes les images © Michael Uwemedimo/cmapping.net

POUR EN SAVOIR PLUS

Lisez notre article en ligne sur la pollution causée par Shell dans le delta du Niger : <http://bit.ly/1ShOT2f>



Pollution aux hydrocarbures près du village de K. Dere, delta du Niger, septembre 2015.



Le site de Bomu Manifold, exploité par Shell dans le delta du Niger, théâtre de plusieurs déversements d'hydrocarbures et d'un énorme incendie en 2009.



« Je suis prêt à reprendre la lutte là où Ken Saro-Wiwa l'a laissée », déclare Fyनेface.



QUAND TENIR UN BLOG PEUT VOUS COÛTER LA VIE



© Munir Uz Zaman/AFP/Getty Images

Au Bangladesh, des blogueurs qui défendent la laïcité tombent sous les coups de machette. Charbak* s'est enfui lorsqu'il a vu son nom sur une liste noire. Il explique au *Fil* ce que cela fait de vivre sous la menace.



Marche aux flambeaux condamnant le meurtre du blogueur Niladry Neel en août 2015.

Quels dangers courent les blogueurs laïcs au Bangladesh ?

Le 26 février 2015, le blogueur et scientifique bangladais Avijit Roy a été tué à coups de machette. Mes amis blogueurs et moi avons exigé l'arrestation immédiate des auteurs présumés, mais le gouvernement n'a rien fait. Puis Washiqur Babu, Ananta Bijoy Das, Niladry Neel et Arefin Dipon sont tombés à leur tour sous les coups de machette – c'était la réponse des extrémistes à des questionnements scientifiques, à des opinions et à des activités laïques. À ce jour, ces homicides n'ont pas fait l'objet d'enquêtes dignes de ce nom.

Comment votre nom s'est-il retrouvé sur une liste noire ?

En 2013, Ansarullah Bangla Team, le mouvement soupçonné d'être à l'origine des derniers meurtres, a publié une liste de 84 blogueurs laïcs. Mon nom y figurait. (Ce n'était pas la première fois que mon nom apparaissait sur une liste de ce type.) Comme beaucoup d'autres, j'ai écrit des billets de blog et des articles sur Facebook défendant un point de vue scientifique, les droits des femmes et des minorités. J'y dénonçais également le fondamentalisme religieux.

Quelles ont été les conséquences de ces homicides sur votre vie privée ?

Je n'allais plus au bureau. J'essayais de ne pas bouger de chez moi. Mais, bien sûr, c'était impossible. Vous n'imaginez pas l'état de panique dans lequel j'étais, je me disais que je risquais de me faire tailler en pièces à tout moment par n'importe qui dans la rue. Je regardais sans arrêt autour de moi pour voir si quelqu'un me suivait. Comme si le moindre passant pouvait être mon assassin. C'était horrible, cela m'obsédait.

Êtes-vous en sécurité aujourd'hui ?

Grâce à Amnesty et d'autres organisations humanitaires, j'ai fini par pouvoir fuir le Bangladesh. *A priori*, je suis en sécurité aujourd'hui. Mais chaque fois que j'apprends qu'il y a eu un nouveau meurtre, je pense à mes amis au Bangladesh et je me souviens de ce que j'ai ressenti – ce frisson glacé qui vous parcourt l'échine.

**Le nom a été changé.*

POUR EN SAVOIR PLUS

Lisez un billet de Charbak à l'adresse : <http://bit.ly/1PqV7qf>

POINTS DE REPÈRE

CINQ MYTHES SUR LA PEINE DE MORT

Vérifiez vos connaissances sur la peine de mort.



1. LA PEINE DE MORT FAIT RECULER LE CRIME

D'après les recherches, non. Il n'existe aucune preuve convaincante que la peine de mort soit plus dissuasive qu'une peine de prison. En fait, dans les pays qui l'ont interdite, les chiffres de la criminalité n'ont pas augmenté. Dans certains cas, ils ont même baissé. Au Canada, le nombre d'homicides en 2008 était inférieur de moitié à celui de 1976, lorsque la peine de mort y a été abolie.

2. TUER QUELQU'UN VOUS PRIVE DE VOS DROITS FONDAMENTAUX

Non. Les droits humains s'appliquent aux meilleurs d'entre nous comme aux pires. On ne peut les retirer à personne, quel que soit le crime commis. Toute société qui exécute des délinquants se rend responsable de la même violence que celle qu'elle condamne.

3. L'EXÉCUTION EST LÉGITIME SI ELLE EST INDOLORE

Toute méthode d'exécution est inhumaine. L'injection létale est souvent présentée comme plus humaine parce qu'en apparence elle semble moins barbare que la décapitation, l'électrocution, le gavage ou la pendaison. Or, chercher un moyen « humain » d'ôter

la vie revient à essayer de rendre les exécutions plus acceptables pour la population et de permettre aux gouvernements qui exécutent de ne pas passer eux-mêmes pour des tueurs.

4. IL VAUT MIEUX EXÉCUTER QUELQU'UN PLUTÔT QUE DE L'ENFERMER À VIE

Chaque jour, des hommes, des femmes et même des mineurs attendent leur exécution, prisonniers d'un système qui fait le choix de la vengeance plutôt que de la réinsertion. Tant qu'un prisonnier reste en vie, il garde l'espoir de pouvoir un jour être réinséré ou disculpé s'il est reconnu innocent plus tard.

5. LA CAMPAGNE CONTRE LA PEINE DE MORT EST EXCLUSIVEMENT OCCIDENTALE

Les droits humains – dont le plus fondamental, le droit à la vie – sont universels et approuvés par la grande majorité des pays. À ce jour, 140 pays ont aboli la peine capitale en droit ou en pratique.

POUR EN SAVOIR PLUS

<http://bit.ly/1UM3lx1>

EN QUOI LE CHANGEMENT CLIMATIQUE A-T-IL UNE INCIDENCE SUR LES DROITS HUMAINS ?

Le changement climatique est l'un des plus grands défis de notre temps en matière de droits humains, déclare Savio Carvalho, conseiller sur les questions de développement international et de droits humains.

En quoi le changement climatique a-t-il une incidence sur les droits humains ?

Les phénomènes météorologiques extrêmes et la montée du niveau des océans vont détruire des zones d'habitation et des moyens de subsistance. En outre, si nous ne réduisons pas nos émissions, près de 600 millions de personnes risquent d'être victimes de sécheresses et de famines. On voit donc qu'il existe un lien direct entre le changement climatique et les droits humains, dont les droits à la vie, à la santé, à la nourriture, à l'eau et au logement.

Quelles sont les conséquences du changement climatique sur les femmes ?

Dans le monde, les femmes représentent la majorité de la force de travail agricole dans les petites exploitations indépendantes. Elles seront donc touchées de plein fouet par les sécheresses, les inondations et l'appauvrissement des récoltes. Qui plus est, ce sont elles qui seront sans doute chargées de la collecte de l'eau et elles ressentiront donc cruellement les conséquences des graves pénuries d'eau.



© Shaikh Mohir Uddin/Drik/Majority World/Getty Images

Quelles sont les conséquences pour les peuples autochtones ?

Les peuples autochtones sont souvent les premières victimes du réchauffement climatique, car ils dépendent de l'environnement. Beaucoup vivent dans des écosystèmes fragiles, particulièrement sensibles aux changements climatiques. Leur identité culturelle, étroitement liée à leurs terres ancestrales et à leurs moyens de subsistance, s'en trouve donc menacée.

Cela signifie-t-il que les réfugiés seront plus nombreux ?

La multiplication des famines et des sécheresses, entre autres, va entraîner une augmentation des déplacements de populations. Même si toutes ces personnes ne pourront pas prétendre au statut juridique de réfugié, elles devront pouvoir bénéficier d'une aide de la part des principaux pays responsables du changement climatique.

Est-ce que des phénomènes tels que la hausse des températures et la montée des eaux vont engendrer de nouvelles guerres ?

Probablement. Nous savons que le changement climatique va exacerber certains facteurs bien connus de la guerre, comme la lutte pour le contrôle des ressources naturelles. Le risque de conflit violent sera donc plus élevé à l'avenir.

Que doivent faire les États ?

Ils doivent faire tout leur possible pour réduire les émissions de dioxyde de carbone, notamment en supprimant progressivement les subventions sur les énergies fossiles. Ils doivent également faciliter l'adaptation au changement climatique et indemniser les personnes touchées, par exemple celles qui ont perdu leur logement en raison de l'élévation du niveau de la mer.

Que fait Amnesty International ?

En coopération avec nos partenaires, nous faisons pression sur les États et des organisations comme l'ONU pour qu'ils prennent de toute urgence des mesures concrètes de lutte contre le changement climatique. Nous ne parlons pas ici d'action caritative ni d'aide humanitaire, mais de droits humains et de justice.



Des inondations au Bangladesh.

Elle a été violée à 15 ans.
Pour sauver son honneur,
elle a dû épouser son violeur,
qui n'a pas été inquiété.

Il faut cesser de punir
les victimes en Tunisie.

Signez la pétition :
<http://bit.ly/1RLJbEd>

MON CORPS ● MES DROITS

AMNESTY
INTERNATIONAL 

**« LES EXTRÉMISTES
NOUS ONT MONTRÉ CE
QUI LEUR FAIT LE PLUS
PEUR : UNE FILLE AVEC
UN LIVRE. »**

Malala Yousafzai, militante pour les droits à l'éducation